

RESULTATS PRELIMINAIRES EN ATTENTE DE LA DISSEMINATION OFFICIELLE AU NIVEAU NATIONAL

Aperçu de l'insécurité alimentaire aiguë

Environ 26,4 millions de personnes vivant en République Démocratique du Congo (RDC) connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 de l'IPC ou plus). Les causes principales sont la pauvreté généralisée, les conflits et déplacement de population, l'insécurité dans certaines zones, la faible production agricole, les niveaux élevés des prix et le manque d'infrastructures de base. Les dernières analyses réalisées par les partenaires de l'IPC indiquent que, parmi ces 26,4 millions de personnes, 22,6 millions sont classées en Crise (Phase 3 de l'IPC) et 3,8 millions sont en insécurité alimentaire d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) entre juillet et décembre 2022. Le taux d'insécurité alimentaire reste similaire à l'analyse précédente avec plus de 26% de la population touchée.

Sur les 185 zones analysées, dont 138 rurales et 47 urbaines (incluant également les municipalités de la capitale Kinshasa), 124 présentent une insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC). Concernant les zones urbaines, plus de 6 millions de personnes sont identifiées en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC et plus), soit 21% de la population vivant dans ces zones.

La RDC compte le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le monde, résultant d'une combinaison de facteurs incluant les conflits, la hausse généralisée des prix des denrées alimentaires et des coûts de transport de même que les répercussions persistantes de la pandémie de COVID-19 et d'autres épidémies. La crise alimentaire prolongée du pays est aggravée par l'un des conflits armés les plus anciens au monde avec les forces armées associées à des forces étrangères qui continuent de mener des combats intenses dans les territoires de l'Est. Selon la Commission Mouvements de Populations, près de 5,5 millions de personnes ont été déplacées, parfois à plusieurs reprises.

L'analyse des projections pour janvier à juin 2023 indique une légère baisse (par rapport à juillet – décembre 2022), avec 24,5 millions de personnes susceptibles de se trouver en Phase 3 de l'IPC ou plus (Crise et urgence). Au cours de cette période, 107 zones sont susceptibles de connaître une situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). L'insécurité alimentaire aiguë est également susceptible de rester élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus) dans le Nord-Kivu et en Ituri, ces zones accueillant un grand nombre de personnes en situation d'Urgence (IPC Phase 4), en raison de la poursuite probable des conflits et de son impact sur la population civile. Au niveau national, la situation de sécurité alimentaire sera aggravée par une forte hausse des prix du carburant et plus globalement des denrées alimentaires liées à la guerre en Ukraine, associées à des infrastructures en mauvais état et à des facteurs d'ordre plus structurel.



Insécurité alimentaire aiguë actuelle | juillet – décembre 2022

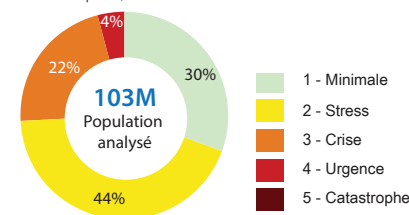


26,4M

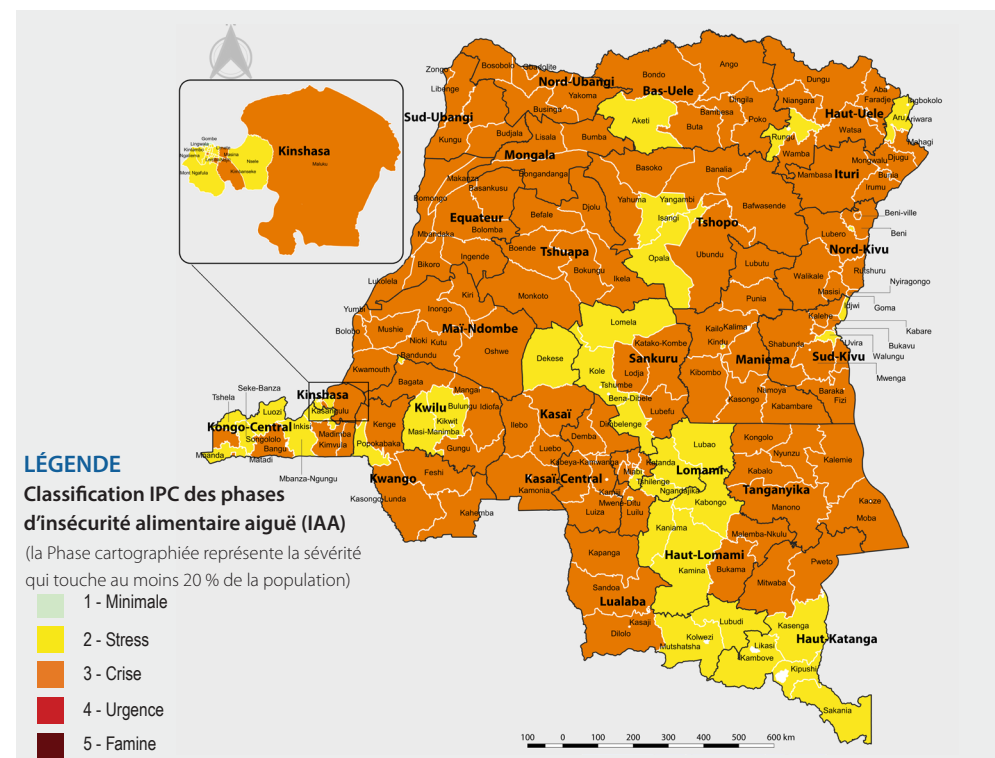
Plus de 26,4 millions de personnes en RDC connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (IPC Phase 3 ou plus) entre juillet et décembre 2022.



26 % de la population analysée de 103 millions de personnes connaîtront probablement une insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus).



Insécurité alimentaire aiguë actuelle | juillet – décembre 2022



Facteurs déterminants d'insécurité alimentaire



Conflit et insécurité

Les conflits armés et intercommunautaires, principalement à l'Est, ont continué de provoquer des déplacements de population ces derniers mois. Les activités armées continuent d'entraver l'accès et la disponibilité alimentaire de la population, particulièrement en Ituri, au Nord et au Sud-Kivu, dans la province de Maniema et de Tanganyika. Selon la Commission Mouvements de Population (CMP), en RDC, environ 5,5 millions de personnes sont déplacées, dont 1,29 millions depuis le début de 2022.

Des prix alimentaires élevés

La guerre en Ukraine a des répercussions sur les prix du carburant qui ont grimpé de 27% entre janvier et juillet, ainsi que les prix des denrées de base. Cela a été plus accentué dans les régions les plus éloignées et les plus difficiles d'accès.



Mauvaise infrastructure

Les infrastructures routières délabrées ou inexistantes qui contribuent à l'enclavement d'une grande partie de la population rurale rend la circulation des personnes, des marchandises ou de l'aide humanitaire, difficile voire impossible dans certaines zones. Par ailleurs la pauvreté endémique du pays contribue largement à cette insécurité alimentaire.



Chocs sur les activités agricoles

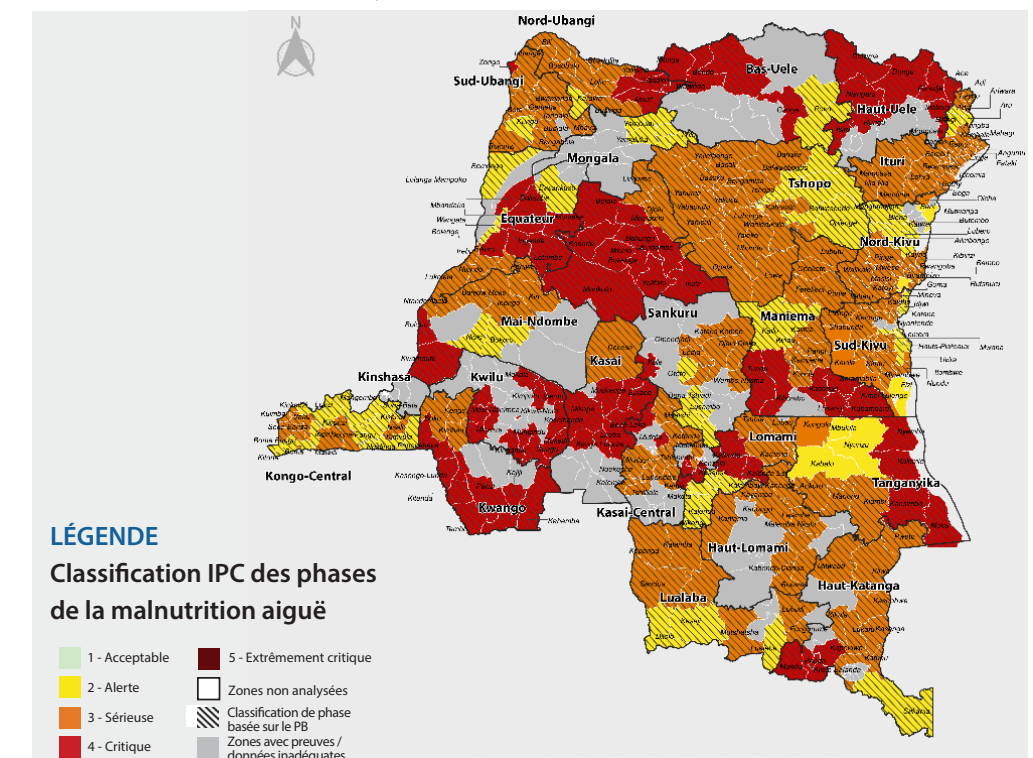
Outre les chocs liés aux risques climatiques tels que les inondations ou les épisodes de sécheresse qui limitent par endroit la production, les activités agricoles continuent d'être affectées par les maladies des cultures et les attaques par les attaques des insectes et autres prédateurs parmi lesquelles celles des animaux sauvages.



Malnutrition aiguë juillet – décembre 2022

Pendant la période actuelle qui coïncide avec le pic de la malnutrition aiguë allant de juillet à décembre 2022, 81 zones de santé et 39 territoires sont dans une situation nutritionnelle Sévère (Phase 3 de l'IPC) et 19 zones de santé et 27 territoires dans une situation Critique (Phase 4 de l'IPC).

Malnutrition aiguë actuelle | juillet – décembre 2022



Facteurs contribuant à la malnutrition aiguë



Mauvaises pratiques alimentaires

Les résultats montrent de mauvaises pratiques alimentaires chez les ménages congolais, ce qui se traduit par une faible diversité alimentaire, une qualité nutritive insuffisante et un régime alimentaire minimal acceptable faible. Les mauvaises pratiques alimentaires contribuent à une prévalence élevée du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans et augmentent leur vulnérabilité aux maladies par la baisse de leur système immunitaire.



Insécurité alimentaire aiguë

Les niveaux élevés et persistants d'insécurité alimentaire aiguë en RDC au cours des dernières années ont contribué à des niveaux élevés de malnutrition aiguë chez les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes.



Maladies

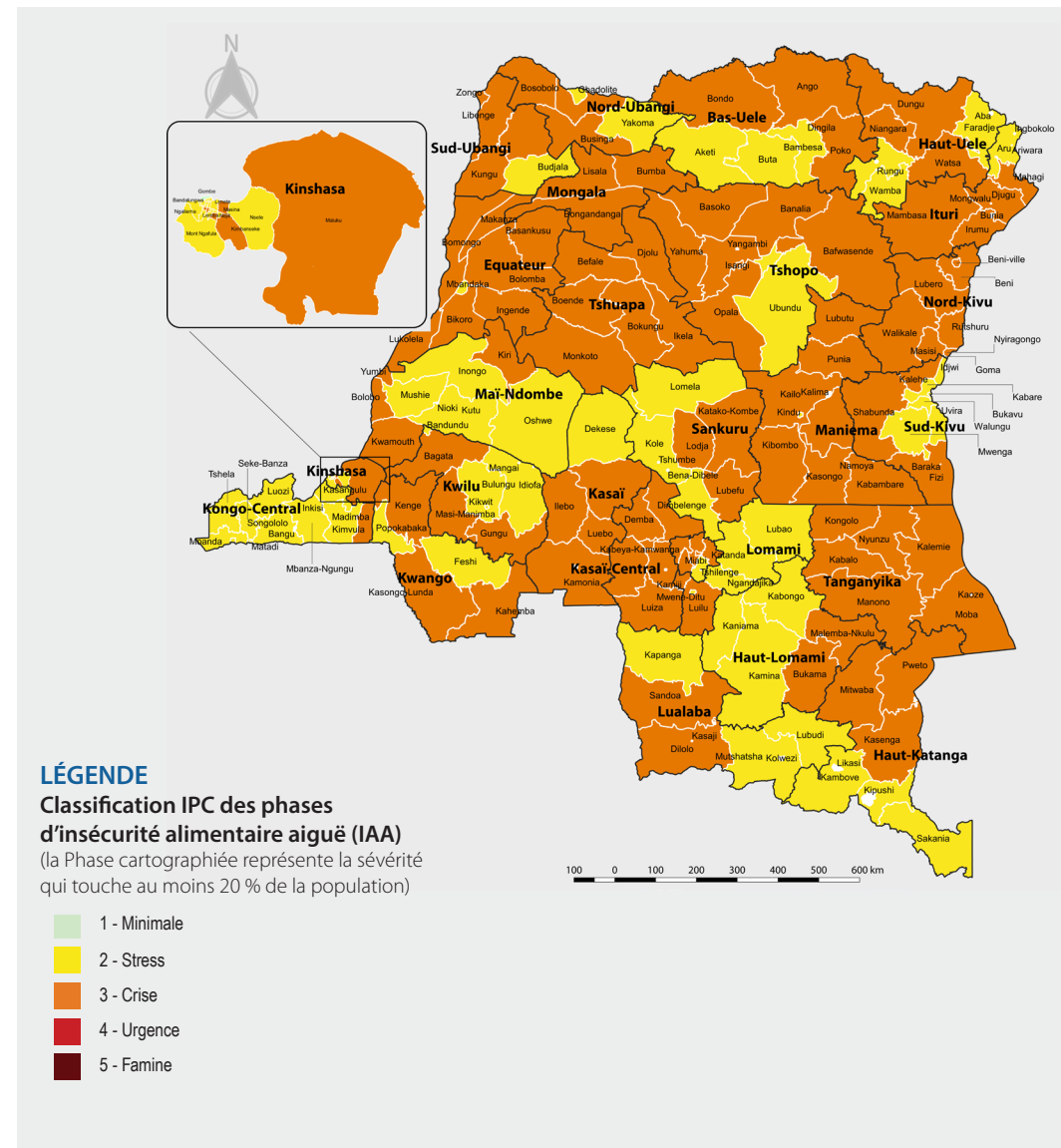
En juillet 2022, la RDC a connu la 14e écloison ou épidémie de la Maladie à Virus d'Ebola (MVE) depuis le premier cas signalé en 1976. Au cours des quatre dernières années, six écloisons se sont produites dans deux provinces (Nord-Kivu et Equateur) et en avril 2022, un autre cas a été confirmé à Mbandaka, province de l'Equateur, suscitant la crainte qu'une autre écloison se produise.



Accès médiocre aux établissements de santé

Les soins de santé en RDC sont limités. Statistiquement, il n'y a que 0,28 médecin et 1,19 infirmière et sage-femme pour 10 000 personnes. De plus, l'accès aux soins de santé dans les régions rurales est déficient en raison de l'état éloigné de nombreux villages.

Insécurité alimentaire aiguë projetée | janvier - juin 2023



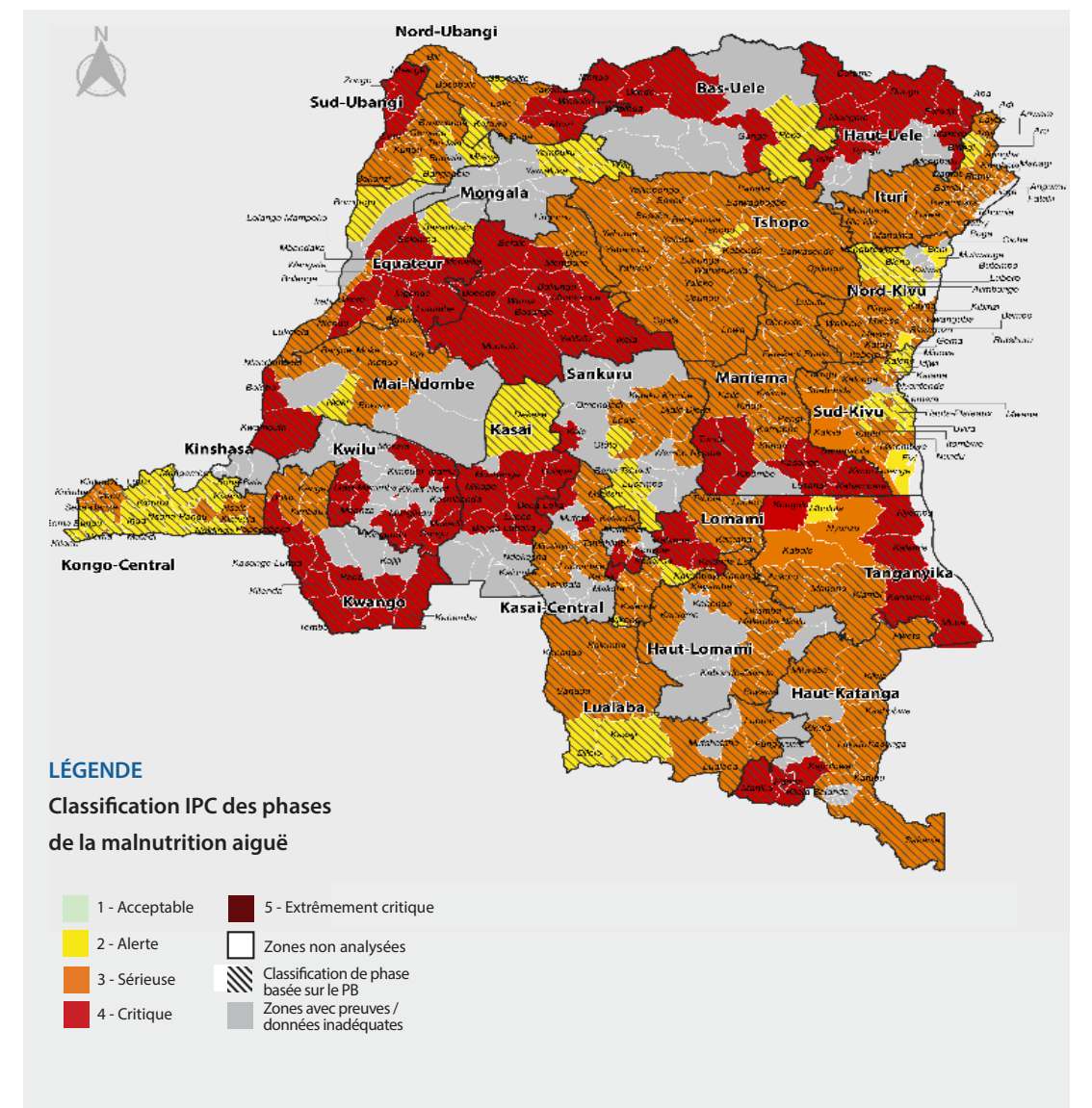
Aperçu de la malnutrition aiguë

Les chiffres concernant le nombre d'enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes qui souffriront de malnutrition aiguë au cours de 2023 sont en cours de validation par les partenaires du secteur Nutrition. Pendant la période actuelle qui coïncide avec le pic de la malnutrition aiguë allant de juillet à décembre 2022, nous avons 81 zones de santé et 39 territoires dans une situation nutritionnelle Sérieuse (Phase 3 de l'IPC) et 19 zones de santé et 27 territoires dans une situation Critique (Phase 4 de l'IPC).

Entre janvier et juin 2023, une détérioration significative de la situation nutritionnelle sera observée, avec quatre zones de santé et territoires en situation Sérieuse (Phase 3 de l'IPC) qui basculeront en phase Critique (Phase 4 de l'IPC), 25 zones et territoires en Alerte (Phase 2 de l'IPC) qui basculeront en situation Sérieuse et 178 zones de santé qui resteront en situation Sérieuse; ceci, si des mesures adéquates d'atténuation des facteurs aggravants de la malnutrition ne sont pas prises dans les différentes zones de santé.

Les facteurs aggravants de la malnutrition aiguë varient d'une zone de santé ou territoire à l'autre. Cependant, pour les zones de santé et territoires en phase Sérieuse et plus (Phase 3 de l'IPC et plus), les mauvaises pratiques d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE), l'insécurité alimentaire aiguë, les prévalences élevées des maladies infantiles (paludismes, maladies diarrhéiques, épidémies telles que la rougeole, le choléra), les mauvaises conditions d'hygiène (l'accès faible à des installations adéquates d'assainissement), le faible accès à l'eau potable et les effets négatifs de la situation sécuritaire qui engendrent des déplacements massifs de population sont autant de facteurs qui favorisent la malnutrition aiguë. Face à cette situation critique, des actions urgentes et adaptées doivent être mises en œuvre de façon prioritaire pour améliorer la situation nutritionnelle.

Malnutrition aiguë projetée | janvier - juin 2023



Recommandations pour action pour l'insécurité alimentaire



Mettre fin à la violence et aux conflits intercommunautaires

Les conflits étant un facteur limitant de l'insécurité alimentaire, les parties prenantes devraient prendre toutes les mesures nécessaires à tous les niveaux pertinents pour mettre fin à la violence et protéger les civils dans l'Est du pays et ce afin de prévenir toute résurgence de conflit.



Aide humanitaire vitale

Une action humanitaire immédiate et urgente est nécessaire pour les populations en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus) afin de sauver des vies, de réduire les déficits alimentaires et protéger les moyens d'existence des populations. Il est également important de mobiliser les acteurs pour mettre à l'échelle des filets sociaux et développer des programmes de protection sociale.



Soutien aux moyens d'existence

Les moyens d'existence des ménages en Crise (Phase 3 de l'IPC) ou en Urgence (Phase 4 de l'IPC) devraient être soutenus en renforçant l'accès des ménages agricoles aux intrants et leurs capacités techniques. Les éleveurs et les agriculteurs devraient être accompagnés dans la lutte contre les épizooties et les maladies des végétaux à travers l'approvisionnement en Il est nécessaire de rendre opérationnelle la politique agricole durable validée en juillet 2022 étant donné que parmi les objectifs de cette dernière figure la lutte contre l'insécurité alimentaire..



Investir dans les infrastructures

Afin de favoriser les échanges commerciaux et l'écoulement des produits, la circulation des personnes et de l'aide humanitaire, il est recommandé de constituer une réserve alimentaire stratégique, de réhabiliter les routes de dessertes agricoles permettant de réduire ainsi les coûts de transport et faciliter l'accès des ménages aux denrées.

Recommandations pour action pour la Malnutrition aiguë



Changement de comportement pour améliorer les pratiques d'alimentation

Investir dans des interventions visant à promouvoir les bonnes pratiques d'alimentation de complément dans les communautés les plus touchées, incluant l'allaitement maternel continu et un régime alimentaire minimal pour les nourrissons.



Intensifier la réponse nutritionnelle

Renforcer le dépistage nutritionnel, soutenir la capacité des établissements de santé et fournir un soutien à la réponse nutritionnelle dans les zones en alerte, principalement dans les zones classées en Urgence (Phase 4 de l'IPC IAA) ou avec de fortes proportions de populations en situation d'urgence (Phase 4 de l'IPC IAA).



Eau et assainissement

La malnutrition aiguë peut être évitée en améliorant l'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires de base pour les enfants et leurs familles. Cela est particulièrement important dans les zones de conflits ou parmi les communautés pauvres et déplacées.

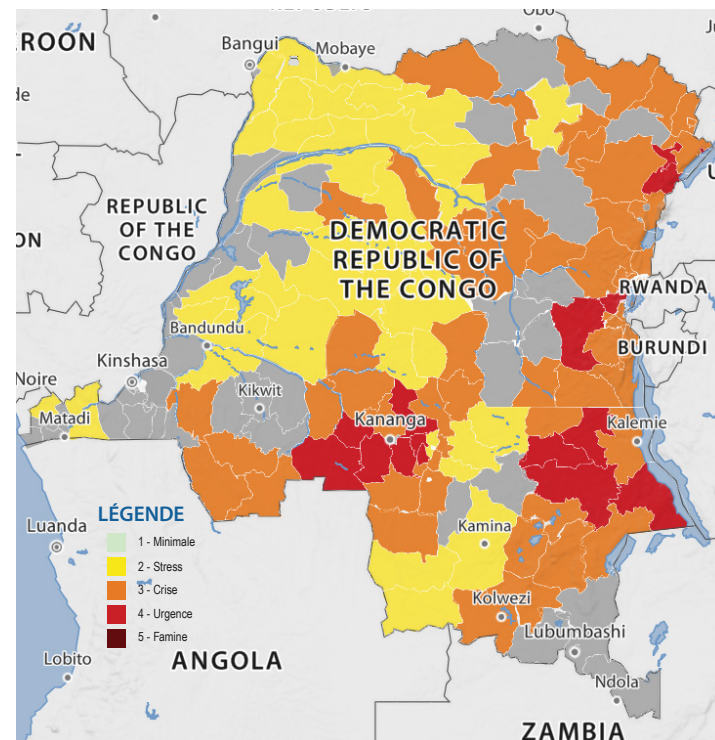


Accès aux soins de santé et vaccinations

Améliorer l'accès aux services de santé afin d'améliorer la qualité des pratiques de soins pour les nouveau nés, les enfants et les mères – en particulier au niveau communautaire – grâce à des protocoles de santé et de nutrition adaptés à la culture et à l'âge. Renforcer les programmes de vaccinations pour la rougeole de même que la supplémentation en Vitamine A ou en micronutriments.

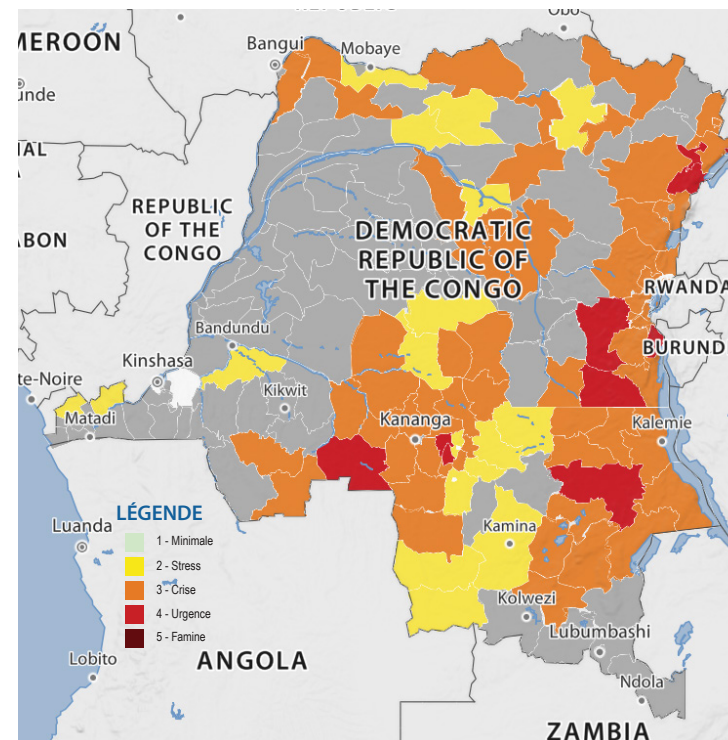
2019 Insécurité alimentaire aiguë actuelle juillet - décembre 2019

15,6M Près de 15,6 millions de personnes (26 % de la population analysée) en RDC ont été classées en situation de Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC ou plus) entre juillet et décembre 2019



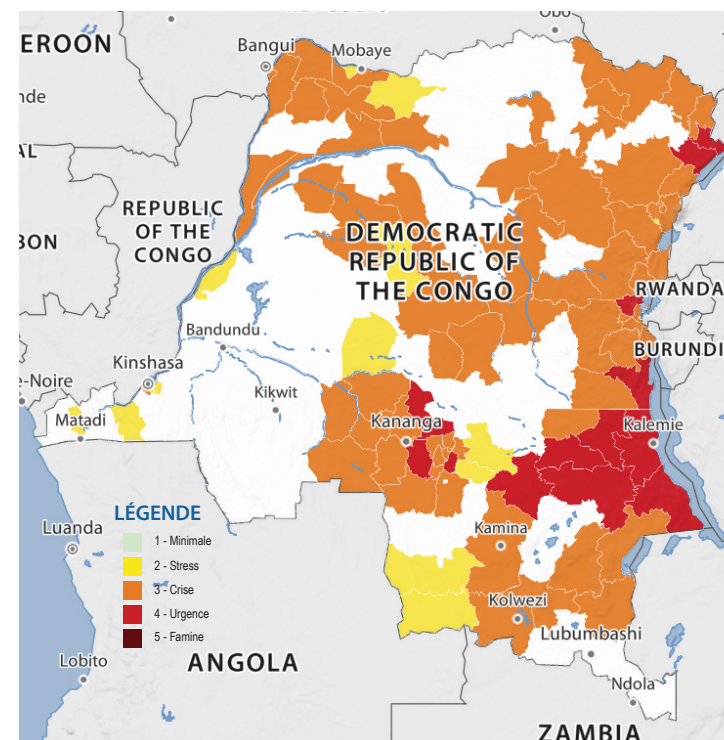
2020 Insécurité alimentaire aiguë projetée janvier - mai 2020

13,5M Plus de 13,6 millions de personnes (28 % de la population analysée) en RDC devraient être en situation de Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC ou plus) entre janvier et mai 2020



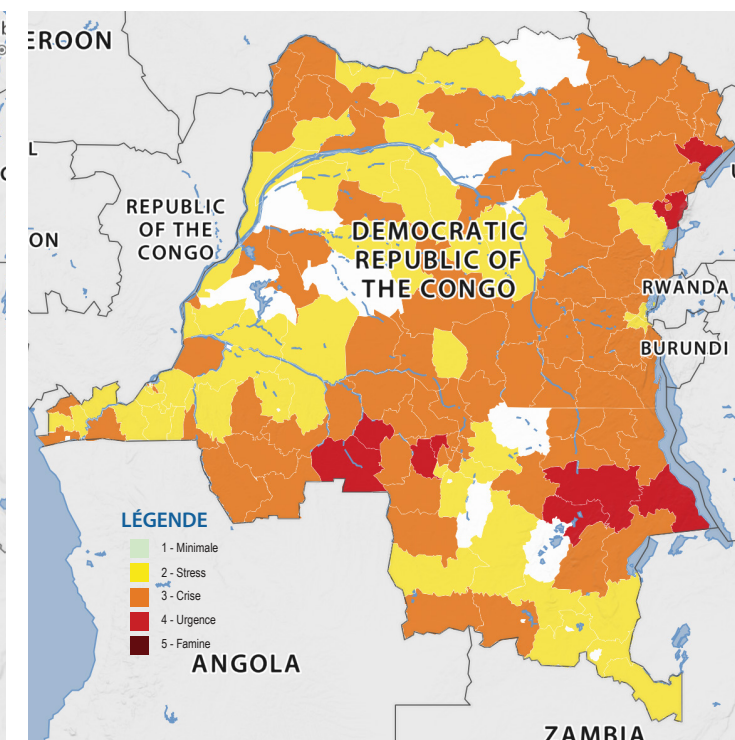
2020 Insécurité alimentaire aiguë actuelle juillet - décembre 2020

21,8M Plus de 21,8 millions de personnes (33 % de la population analysée) en RDC ont été classées en situation de Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC ou plus) entre juillet et décembre 2020



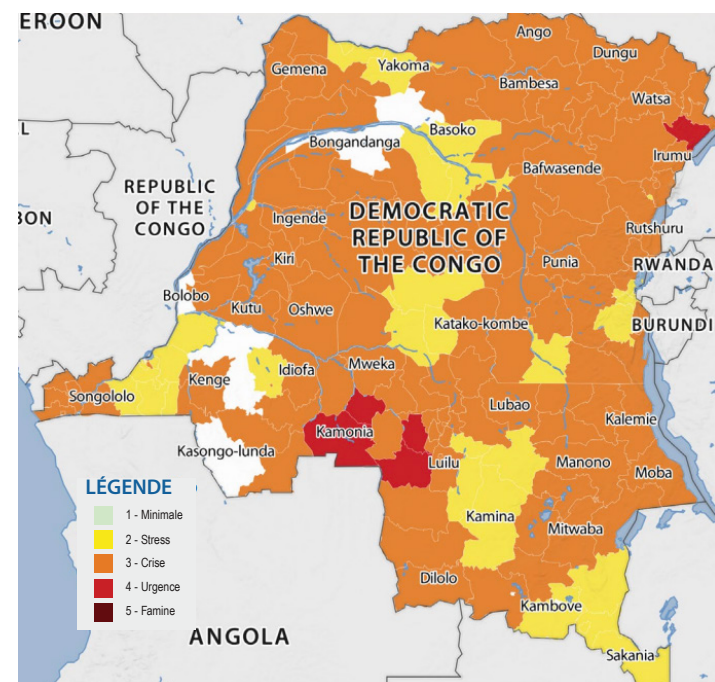
2021 Insécurité alimentaire aiguë actuelle février - juillet 2021

27,3M Près de 27,3 millions de personnes (28 % de la population analysée) en RDC ont été classées en situation de Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC ou plus) entre février et juillet 2021



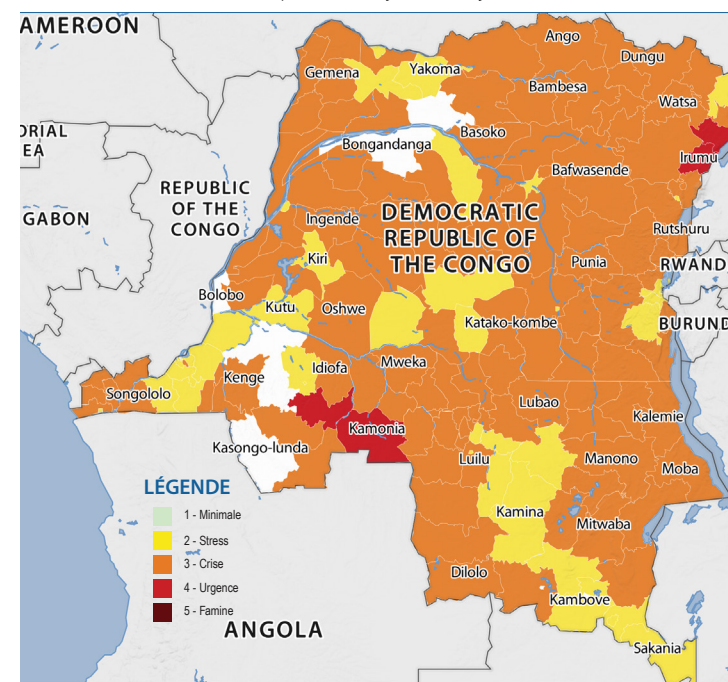
2021 Insécurité alimentaire aiguë actuelle septembre - décembre 2021

27M Plus de 27 millions de personnes (26% de la population analysée) en RDC sont classées en situation de Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC ou plus) entre septembre et décembre 2021



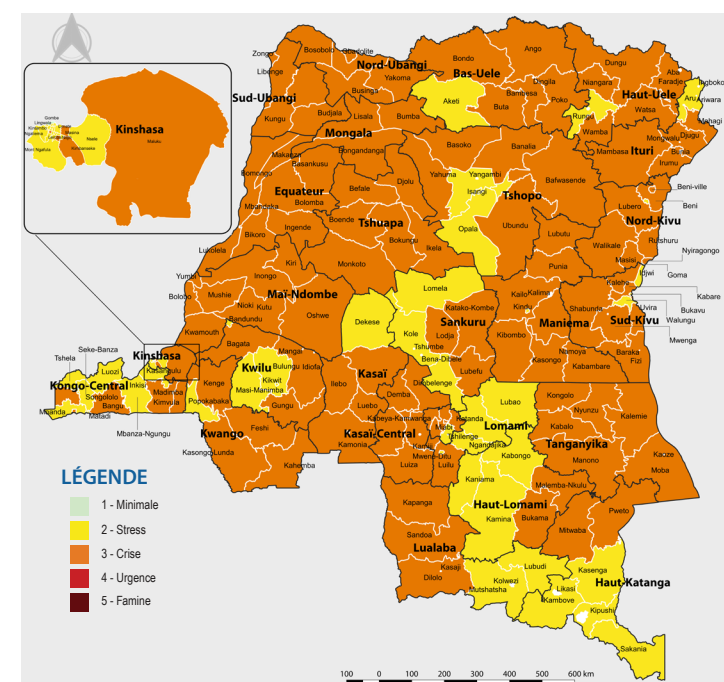
2022 Insécurité alimentaire aiguë projetée janvier - juin 2022

26M Près de 26 millions de personnes (25 % de la population analysée) en RDC devraient être en situation de Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC ou plus) entre janvier et juin 2022



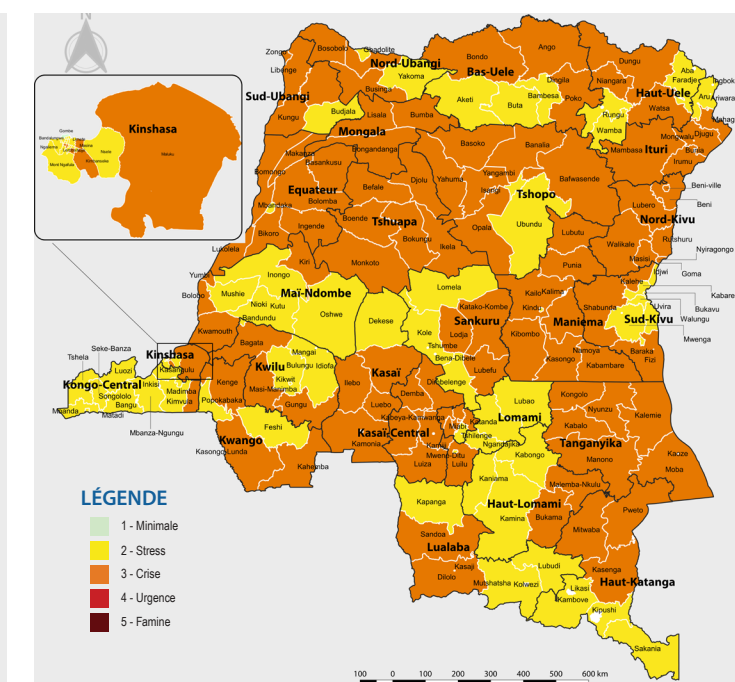
2022 Insécurité alimentaire aiguë actuelle juillet - décembre 2022

26,4M Plus de 26,4 millions de personnes (26 % de la population analysée) en RDC devraient être en situation de Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC ou plus) entre juillet - décembre 2020



2023 Insécurité alimentaire aiguë projetée janvier - juin 2023

24,5M Plus de 24,5 millions de personnes (24% de la population analysée) en RDC sont classées en situation de Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC ou plus) entre janvier - juin 2023



HISTORIQUE DE LA CRISE EN RDC

La République démocratique du Congo (RDC) est parmi les cinq nations les plus pauvres du monde¹ et demeure l’une des crises humanitaires les plus complexes et de longue date en Afrique, avec des conflits et des crises complexes et croisés qui continuent de déplacer des millions de personnes, surtout dans l’est du pays.² La récente pandémie de COVID-19, les éclosions de la maladie à Virus Ebola et de rougeole, l’insécurité alimentaire aiguë et les catastrophes naturelles ont aggravé la situation qui était déjà précaire millions de personnes.³ Loin de leurs villages et de leurs moyens de subsistance traditionnels, des milliers de familles sont confrontées à des niveaux élevés d’insécurité alimentaire.

Conflit

Le conflit actuel continue de ravager la population de la RDC, en particulier dans les provinces orientales d’Ituri, du Kasai, du Nord et du Sud Kivu, et du Tanganyika, où opèrent plus de 100 groupes armés.⁴ Plus récemment, des combats à grande échelle dans la province du Nord et Sud Kivu en RDC ont causé de nombreux dommages civils. Les attaques de groupes armés et les affrontements brutaux entre groupes ont déplacé plus de 5,5 demi-million de réfugiés en 2022⁵, principalement de pays voisins, dont les trois quarts vivent en dehors des camps de réfugiés et des établissements. Il y a des indications qu’un nouveau contrat social pourrait émerger entre l’État et ses citoyens, à travers le déploiement de l’enseignement primaire gratuit, une transparence accrue et des réformes du secteur public, et un accent sur la prévention et la stabilisation des conflits dans l’Est. Cependant, malgré les efforts de prévention et de stabilisation des conflits, des zones d’insécurité persistent dans

le pays, en particulier dans la région orientale.

Maladie

En juillet 2022, la RDC a connu la 14e épidémie de la Maladie à Virus d’Ebola (MEV) depuis le premier cas signalé en 1976.⁶ Au cours des quatre dernières années, six éclosions se sont produites dans deux provinces (Nord-Kivu et Equateur) et en avril 2022, un autre cas a été confirmé à Mbandaka, province de l’Equateur, suscitant la crainte qu’une autre éclosion se produise. La province de l’Equateur a connu trois éclosions depuis 2018.⁷ La pandémie de COVID-19 continue de nuire à l’économie, et l’importante hésitation à se faire vacciner a eu une incidence négative sur l’utilisation des services de santé depuis mars 2020.⁸ En outre, la province de Sankuru a fait face à une épidémie de choléra qui a commencé à la mi-août et la charge de travail actuelle dans la province de Tanganyika est trois fois plus élevée qu’à la même période en 2021.⁹ Les maladies comme la rougeole et le paludisme continuent de s’épanouir parmi les communautés vulnérables qui ont un accès limité aux soins de santé de base.

Catastrophes naturelles et déficits d’infrastructures

La RDC est l’un des pays les plus vulnérables aux inondations, aux pluies abondantes et aux glissements de terrain et peu préparé à faire face aux chocs climatiques liés aux catastrophes. Cela exacerbe la détérioration des infrastructures et des conditions de vie dans un pays déjà confronté à une grande pauvreté et à d’importants déficits

d’infrastructures. Les inondations graves augmentent également les risques de maladies telles que le choléra et le paludisme et mettent les ménages dans l’insécurité alimentaire en raison de pertes de récoltes importantes. L’agriculture emploie 70 % de la population et les inondations s’accompagnent souvent de la dégradation des terres et des infrastructures due à l’érosion/glissements de terrain, qui réduisent les terres arables et la productivité agricole. À long terme, le changement climatique devrait accroître le risque et l’intensité des inondations en RDC.¹⁰

Vulnérabilités économiques

Bien que dotés de ressources naturelles et minérales exceptionnelles, les Congolais ne bénéficient pas des richesses naturelles de leur pays et 60 millions de personnes (64 % de la population) vivent avec moins de 2,15 dollars par jour. Selon la Banque mondiale,¹¹ environ une personne sur six vivant dans l’extrême pauvreté en Afrique subsaharienne vit en RDC. La hausse des prix mondiaux de l’énergie et des aliments en raison de la guerre en cours en Ukraine exerce des pressions à la hausse sur l’inflation intérieure, faisant passer le taux d’inflation moyen de 9,1 % en 2021 à environ 9,5 % en 2022. Les perspectives à moyen terme pour la RDC sont favorables, la croissance devrait s’accélérer pour atteindre 6,4 % d’ici 2024. Toutefois, l’économie de la RDC demeure vulnérable aux fluctuations des prix des produits de base et au rendement de croissance des principaux partenaires commerciaux, qui pourraient être perturbés par les conflits géopolitiques et la résurgence de la pandémie de

COVID-19. Les conséquences économiques de la guerre en Ukraine, en raison de la hausse des coûts alimentaires mondiaux et des prix du pétrole, pourraient exercer une pression plus forte sur le déficit budgétaire, l’inflation et la consommation des ménages, aggravant ainsi la pauvreté et les inégalités. Ceci pourrait également impacter le coût des traitements des produits nutritionnels.

¹ https://www.worldbank.org/en/country/drc/overview#:~:text=DRC%20is%20among%20the%20five,in%20SSA%20lives%20in%20DRC

² https://www.unocha.org/democratic-republic-congo-drc/about-ocha-drc

³ https://reporting.unhcr.org/drcsituation

⁴ https://www.crisisgroup.org/africa/great-lakes/democratic-republic-congo/east-africas-dr-congo-force-case-caution

⁵ https://www.unocha.org/democratic-republic-congo-drc/about-ocha-drc

⁶ https://www.afro.who.int/countries/democratic-republic-of-congo/news/democratic-republic-congo-declares-14th-ebola-outbreak-over

⁷ https://www.who.int/emergencies/situations/ebola-%C3%A9quateur-province-democratic-republic-of-the-congo-2022#:~:text=On%2023%20April%202022%20health,in%20the%20province%20since%202018

⁸ https://www.worldbank.org/en/country/drc/overview

⁹ https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo/infographic/drc-bi-monthly-humanitarian-snapshot-16-september-2?_gl=1*2hdhn*_ga*OTgzOTAyMDgzLjE2NjI5ODQ2MjE.*_ga_E60ZNX2F68*MTY2NTEzNDM5Ny4zLjEuMTY2NTEzNTQxMy42MC4wLjA

¹⁰ https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2022/English/1CODEA2022003.ashx

¹¹ https://www.worldbank.org/en/country/drc/overview#:~:text=DRC%20is%20among%20the%20five,in%20SSA%20lives%20in%20DRC

Insécurité alimentaire aiguë nom et description de la phase

Phase 1 Nulle/ Minimale	Phase 2 Stress	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe/ Famine
Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus.	Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate mais ne peuvent assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress.	Les ménages: • ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels ; ou • parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale mais seulement en se départissant de leurs avoirs de moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.	Les ménages : • ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une surmortalité ; ou • sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoirs.	Les ménages manquent énormément de nourriture et/ou de quoi subvenir à leurs autres besoins de base malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. Des niveaux d' inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë critiques sont manifestes. (Pour une classification en phase Famine, la zone doit avoir des niveaux de malnutrition aiguë et de mortalité extrêmement critiques)

Malnutrition Aiguë Phase nom et description de la phase

Phase 1 Acceptable	Phase 2 Alerte	Phase 3 Sérieuse	Phase 4 Critique	Phase 5 Extrêmement critique
Moins de 5% des enfants sont malnutris aigus.	5-9,9% des enfants sont malnutris aigus.	10-14,9% des enfants sont malnutris aigus.	15-29,9% des enfants sont malnutris aigus. Les niveaux de mortalité et de morbidité sont élevés ou en augmentation. La consommation alimentaire individuelle pourrait être compromise.	30% ou plus des enfants sont malnutris aigus. Une morbidité généralisée et/ ou des déficits de consommation alimentaire très importants sont probablement manifestes.

Ce que sont l’IPC et l’IPC de l’insécurité alimentaire aiguë ?

L’IPC consiste en une série d’outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles ainsi que de l’insécurité alimentaire chronique sur la base de normes internationales. L’IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement; chacune d’elles s’accompagne d’un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l’IPC comprennent l’établissement d’un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L’analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d’urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l’IPC, l’insécurité alimentaire aiguë se définit par toute manifestation d’insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d’existence quelles qu’en soient les causes, le contexte ou la durée. Elle est très sujette aux variations, de même qu’elle peut survenir et se manifester au sein d’une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l’insécurité alimentaire.

Partenaires de l’analyse:

Date de diffusion : octobre 2022 | * Les données démographiques de l’IPC sont fondées sur l’estimation de la population par l’Institut national de statistique de la RDC. | Commentaires : IPC@FAO.org | Avertissement : les informations figurant sur cette carte n’impliquent pas la reconnaissance ou l’approbation officielle des limites physiques et politiques.

Cette analyse a été réalisée sous le parrainage du Ministère de l’Agriculture et du Ministère de la Santé. Il a reçu un soutien technique et financier du PAM, de la FAO, de la CNUED et des ONG ADRA et Save the Children.

Classification de la malnutrition à l’aide des protocoles IPC, développés et mis en œuvre par le Partenariat mondial IPC - Action contre la faim, CARE, CILSS, EC-JRC, FAO, FEWS NET, Cluster Malnutrition, IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, SADC, Save the Children, UNICEF et PAM.